

**Séance ordinaire du
lundi 5 juin 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville apaisée, respirable et
numérique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'adhésion au Réseau des Acheteurs
Hospitaliers (RESAH) - Avenant 1 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoint les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie. Ce code (article L.2113-2 et suivants) permet également, afin d'optimiser certains achats, de recourir aux services de centrales d'achats, lesquelles réalisent pour leurs adhérents l'ensemble des procédures de mise en concurrence et de passation des marchés et accords-cadres, l'adhésion à la centrale permettant ensuite de bénéficier des contrats correspondants.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, s'est traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de l'adhésion à la centrale d'achat du groupement d'intérêt public « Réseau des Acheteurs Hospitaliers » (RESAH) aux fins d'une part d'accéder au catalogue des offres proposées et d'autre part d'obtenir les dossiers de marchés, notamment dans les domaines de la sécurité informatique et des infrastructures réseaux et télécommunications.

La délibération VD2022-378 du Conseil du 11 octobre 2022 a acté la création, dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, d'un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique. La Ville de Montpellier a été désignée coordonnateur du groupement, chaque collectivité étant en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne. La convention de groupement de commandes a été signée le 7 novembre 2022.

Considérant la nécessité de faciliter le fonctionnement des groupements de commandes avec RESAH, il s'agit par avenant de modifier la Convention constitutive et son article 3.1 « *Désignation et mission du coordonnateur du groupement* ». Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et non la Ville de Montpellier.

De plus, le coordonnateur aura pour mission de porter :

- La signature du contrat afférent à chaque marché ;
- L'enregistrement de chaque dossier pour le compte du groupement ;
- Toute modification éventuelle dans l'exécution des contrats (avenants) ;
- La centralisation des reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant.

Les autres termes de la convention restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention constitutive portant sur la modification de son article 3.1 « *Désignation et mission du coordonnateur du groupement* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant1_Conv_constitutive_3M_Ville_pr RESAH_VD.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230605-232644-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.